



## Commençons par un constat

Aujourd'hui on peut dire que la société dans laquelle nous vivons est dépassée. Une autre doit lui succéder. La question qui se pose est de savoir si nous saurons la conduire en pilotant intelligemment l'évolution nécessaire ou s'il nous faudra la subir dans la douleur et la souffrance.

*Quelques exemples pour illustrer ce constat.*

- Nous serons 9 milliards d'individus en 2050, vraisemblablement le maximum supportable, n'oublions pas que les ressources et les dimensions de notre planète sont limitées.
- Nos sociétés occidentales sont les plus riches du monde et pourtant la misère est présente de façon indécente, partout. En Europe il y a 17 % de personnes en dessous du seuil de pauvreté (il est de l'ordre de 900 € mensuels pour une personne seule en France). En Allemagne il est de 16 %, de 17 % aux États-Unis et pour la France 14 %, soit 8 à 9 millions d'individus dont 1 enfant sur 5.
- La mondialisation est là, bien installée, et l'information est à portée de chacun, instantanée, gigantesque. Il est évident que nos richesses, nos modes de vie engendrent un attrait de plus en plus fort pour les 80 % de la population mondiale qui ne les possèdent pas. Et pourtant le chômage dans nos pays hyperdéveloppés est une plaie endémique, chronique, de plus en plus insupportable. On essaye d'y faire face en mettant en place des systèmes d'assistance dévalorisants, culpabilisants, déresponsabilisants. Ce n'est que façon de se donner bonne conscience.
- Il y a urgence à construire une société qui remet l'homme au centre de tout et qui répond aux attentes fortement exprimées par la plupart des individus. Il s'agit essentiellement d'avoir une certaine sécurité, matérielle pour ses biens, physique pour soi-même, mais aussi pour sa santé et pour son emploi. La demande est également forte pour plus de justice sociale. Posséder ou avoir, évidemment la plupart le souhaitent, mais plus que la valeur absolue de cet avoir, c'est la comparaison avec les autres qui compte. De plus en plus de personnes cherchent à privilégier leur qualité de vie plutôt que la "course effrénée à l'argent" !

**Pour tenter d'y répondre, l'ouvrage présente trois grandes pistes :**

- Le Socle social.
- Le partage du travail.
- La clé de la "faisabilité".

### **Le Socle social**

La Terre appartient à tous et chacun a le droit d'y vivre correctement. Malheureusement dans notre monde très complexe on ne peut pas vivre, exister, s'intégrer à la société, tenter sa chance de façon équitable, sans un minimum de moyens. Le Socle social a pour objectif de le donner. Il s'agit du minimum vital, pour chaque individu, de sa naissance jusqu'à sa mort, de manière égale pour tous. Cela apporte aussi une réponse simple à beaucoup de situations pour lesquelles aujourd'hui on passe son temps à proposer des "mesurettes" compliquées, souvent injustes, et qui ne fonctionnent pas bien. C'est à la fois une énorme simplification pour les bénéficiaires et un allègement considérable pour ceux qui les gèrent. Quelques exemples :

- C'est un logement décent et une nourriture correcte pour chacun, c'est chaque individu qui est concerné et non pas la situation familiale. Mais par voie de conséquence celle-ci est automatiquement impactée.
- Il n'y a plus d'injustices liées aux effets de seuil.
- C'est pour l'étudiant la possibilité de financer son habitation et sa subsistance, sans avoir l'obligation de trouver un "job" en parallèle de ses études.
- C'est le minimum convenable pour toute personne en âge de prendre sa retraite. La réponse à certains problèmes des retraites de réversion.
- C'est une solution aux problèmes de non-versement de la pension alimentaire en cas de divorce, ou de mères seules en charge d'enfants.
- Etc.

Cerise sur le gâteau, le Socle social a vocation à installer la "confiance" et la confiance "dope" l'économie.

### **Le partage du travail ou l'éradication du chômage**

La notion de travail telle que nous la connaissons depuis des millénaires est en train de subir une évolution sans précédent. L'homme n'a pas nécessité de travailler pour être heureux. Il a besoin de ressources pour vivre et d'avoir des occupations indispensables à son bon équilibre.

Aujourd'hui :

- Les machines se substituent à l'homme... Tant mieux... Surtout pour les travaux pénibles, fastidieux ou dangereux...
- Ceux qui ont une activité sont de plus en plus pressurés et stressés, en raison des exigences de la productivité, et ceux qui n'en ont pas sont de plus en plus nombreux à cause de ces mêmes exigences.
- La production de biens et de services est surabondante.
- De plus en plus souvent créer un emploi ici en détruit un autre ailleurs.
- La croissance perpétuelle est un mythe.
- Les ressources de la planète ne sont pas illimitées. Si nous vivions tous comme les Américains, il faudrait disposer de 4 fois les ressources de la terre. 80 % de la population se trouve dans des pays qui consomment plus que leur propre écosystème peut renouveler.
- La population de la planète approche dangereusement de la saturation. Heureusement les taux de natalité sont en décroissance partout, à tel point que des hypothèses très sérieuses envisagent une décroissance importante de la population à un horizon pas très lointain. Quelle catastrophe ce serait pour nos raisonnements construits uniquement sur la croissance ! Il faudra bien se résoudre à imaginer un système économique affranchi du moteur de la croissance.

Les 35 heures avaient pour objectif louable de partager le travail. Malheureusement elles ont été raisonnées dans la logique actuelle. Le credo pour l'entreprise c'est le trio plutôt infernal que l'on peut résumer de la façon suivante : **concurrence**, qui exige la **compétitivité**, que l'on obtient avec la **productivité**. On ne peut pas partager le travail si l'on ne cherche pas les solutions en dehors de cette logique. Et pourtant elles existent.

Le Socle social permet à chaque individu de disposer du minimum vital. S'il souhaite posséder plus, il lui faut contribuer à la création des richesses en travaillant. Pour cela il doit pouvoir obtenir un travail correspondant à ses compétences, ses capacités. Tous ceux qui le souhaitent doivent avoir la possibilité de l'obtenir, ce qui impose que le volume de travail disponible soit partagé entre tous. Ce n'est sans doute pas très simple, mais c'est réalisable, il faut surtout le vouloir, et que chacun reste à sa place : l'État pour inciter à le faire, les entreprises, les organismes employeurs pour mettre en place les modalités.

À titre d'exemple une idée simple illustre la façon dont l'État pourrait inciter à la mise en place de ce partage. Il faut déterminer le volume d'heures de travail nécessaire pour produire la richesse prévue. Pour fixer les choses, on pourrait dire qu'aujourd'hui en France la richesse globale produite nécessite 35 heures de travail par semaine par individu (c'est une moyenne globale, que j'utilise pour cette explication, en réalité il ne faut pas raisonner à la semaine, mais plutôt à l'année). Si tous ceux qui le peuvent et le veulent se mettent à travailler, ce n'est pas 35 heures qui seront nécessaires pour produire la richesse en question, mais moins, disons 27 heures (c'est une simple règle de trois). Une mesure incitative pourrait être de décréter que l'horaire légal pour une période déterminée est de 27 heures (en moyenne) et que toute heure supplémentaire est payée 25 voire 35 % en moins. Les charges sur ces heures étant majorées de 25 voire 35 %. Évidemment dans la réalité ce sera un peu plus compliqué que cela, bien sûr.

Quelques conséquences et il y en a bien d'autres, si l'on réussit ce pari :

- Le chômage est éradiqué.
- Le travail peut être libéré.
- La flexibilité n'est plus à craindre, ni pour l'entreprise ni pour le salarié.
- Les reconversions sont facilitées.
- On dispose de plus de temps pour s'occuper de sa famille, ses enfants, pour se cultiver, pour renouer des liens de sociabilité avec le voisinage, pour cultiver son jardin, pour construire sa maison ou l'aménager... C'est un changement de société !
- Etc.

### **La clé de la « faisabilité »**

La faisabilité technique de ces propositions va de soi. Elles sont simples et de bon sens. Il faudra bien sûr en mettre au point les modalités précises. Chacun à sa place, l'État pour les grandes orientations et les mesures d'incitation, les entreprises et les organismes pour le détail.

Sur le plan financier, c'est essentiellement le Socle social qui est concerné. La décision de faire étant prise, ce n'est plus qu'un problème de répartition des richesses. Les nombreuses aides existantes apporteront la majeure part du financement. D'autres pistes sont à envisager, il en existe.

C'est simple parce que c'est du "bon sens" ! C'est compliqué parce que c'est un changement de société !

La volonté de le faire est le point crucial. Ce ne sont assurément pas les puissances financières qui l'auront. Le système politique ne le peut pas non plus pour différentes raisons. La seule force capable de le permettre, ce sont les citoyens. Auront-ils la sagesse de le comprendre et la volonté de l'exiger, par les urnes ? C'est sans doute là que se situe l'utopie ! Mais tant d'utopies se sont réalisées, alors pourquoi pas !